



## COMPTE-RENDU DES ÉLU·E·S CGT FINANCES PUBLIQUES AU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL DU 24 MARS 2026 :

- BILAN DE LA CAMPAGNE DÉCLARATIVE IR ET DE LA CAMPAGNE DES AVIS 2025
- ORGANISATION DE LA CAMPAGNE IR 2026
- PROJET D'EXTENSION À LA DRFIP 75 DU PÉRIMÈTRE DE COMPÉTENCE DU SERVICE NATIONAL DE QUITUS (SNQUIT) DE DENAIN

Le CSAL du 24 mars a une nouvelle fois confirmé ce que les collègues vivent tous les jours : charge de travail trop importante, organisations instables, décisions prises d'en haut, et corrections à la marge seulement quand les organisations syndicales interviennent.

Voici les principaux points :

### **Indus : l'administration reconnaît une gestion brutale**

Suite à un contrôle interne, l'administration va procéder à la récupération d'indus de primes perçues à tort. L'ampleur des montants touchant toutes les catégories est intolérable : les agent.e.s ne sont pas responsables. Cette situation est due à une mauvaise gestion continue depuis plus de 10 ans et des services RH exsangues.

La CGT a dénoncé dans ses propos liminaires la manière dont les remboursements d'indus ont été demandés aux collègues. Ces situations ne sont pas imputables aux agent-e-s, mais à des erreurs de l'administration. C'est bien l'administration qui est responsable.

Pourtant, les demandes de remboursement ont été faites sans préparation, sans accompagnement, et parfois de façon brutale. 98 agent.es sont concernées à la DRFIP, pour un montant pouvant aller jusqu'à 8 000 € pour un collègue.

La direction reconnaît que la méthode a été maladroite. Elle annonce un accompagnement possible par les RH, les assistantes sociales, et des étalements de remboursement.

Pour la CGT, cela confirme une chose : quand l'administration se trompe, ce sont encore les agent-e-s qui subissent.

### **Campagne IR**

#### **Les SIP encore en première ligne**

Pour la campagne IR, la direction confirme que le soutien des PCRPs sera uniquement à distance.

Concrètement, cela signifie que certains dossiers complexes seront traités par les PCRPs, mais que les usager-e-s seront reçus dans les SIP, s'ils le souhaitent. Encore une fois, l'accueil et la gestion des situations difficiles reposent sur les collègues des SIP. Et pour nos collègues des PCRPs, cela rajoute une charge supplémentaire sans définition claire de leur champ de compétence.

La direction parle d'un « esprit de soutien ». Dans la réalité, les collègues savent que cela veut souvent dire : plus de charges pour les mêmes. La campagne de soutien se déroulera du 4 mai au 4 juin, avec une organisation laissée en partie au local.

#### **Avis d'imposition : retour en arrière après intervention de la CGT**

Suite aux interventions répétées de la CGT, la direction met fin à la consigne qui empêchait la délivrance immédiate des avis d'imposition. Cette mesure avait provoqué incompréhension chez les usagers et tensions dans les services. La CGT a rappelé que cette organisation ne respectait pas les principes du service public : continuité, égalité, mutabilité.

Quand certains usager-e-s obtiennent un document et d'autres non, c'est le service public qui est affaibli, et ce sont les collègues en accueil qui doivent gérer les conséquences.

### **Même la direction reconnaît les limites des blocs fonctionnels**

La direction annonce des renforts EDR, deux agent·e·s dans les SIP de plus de 40 agents. Elle rappelle aussi que la priorité doit être donnée à l'accueil le matin, avec moins de téléphone. Mais surtout, elle reconnaît que l'étanchéité des blocs fonctionnels ne tient pas en période de forte charge. Autrement dit : quand il y a trop de travail, on revient au fonctionnement classique. La CGT l'a dit depuis le début : les blocs dysfonctionnels ne remplacent pas les effectifs.

### **Formation ILIAD : un petit pas, mais loin du compte**

La CGT demandait le retour d'une formation complète d'une semaine. La direction propose finalement : 2 jours de formation pour les agents des SIP les 7 et 8 avril et un module sur les contentieux simples. C'est mieux que rien, mais insuffisant au regard de la complexité des missions.

### **Prime accueil : toujours pas de décision, la CGT continue le combat**

La question de l'adaptation de prime accueil a de nouveau été posée, notamment pour les collègues du BFRU. La DRFIP indique qu'elle a transmis notre demande à la Direction générale, et que le sujet est connu. Mais aucune décision n'est prise.

La CGT ne lâche pas : une lettre ouverte et une pétition sont en préparation pour obtenir une adaptation de la prime aux missions réellement exercées.

### **Ouverture le jeudi : la direction assume**

La direction confirme le choix d'ouvrir le jeudi lors des semaines où le vendredi est férié, pour éviter un afflux trop important le lundi. Encore une décision prise pour gérer les flux, sans régler la question de fond : le manque d'effectifs chronique !

### **Indépendants / URSSAF : les collègues renvoyés de service en service**

La CGT a signalé les difficultés rencontrées avec les usagers indépendants. Aujourd'hui, le SIP renvoie vers l'URSSAF, l'URSSAF renvoie vers le SIP. Résultat : les collègues se retrouvent seuls face à des situations complexes. Une réunion avec l'URSSAF et la DRFIP de Paris est prévue le 14 avril pour tenter d'harmoniser les pratiques et faciliter la vie de ces usager.es.

La CGT demande une FAQ claire et des outils concrets pour les services.